

Chambre des représentants de Belgique

SESSION ORDINAIRE 1998 - 1999 (*)

10 NOVEMBRE 1998

PROPOSITION DE LOI

instaurant un label en vue de promouvoir un commerce mondial équitable

(Déposée par Mme Lisette Croes et consorts)

DEVELOPPEMENTS

MESDAMES, MESSIEURS,

Par suite de la mondialisation des échanges, l'importance du commerce mondial ne cesse de croître. Au cours de la période 1994-1995, le commerce mondial a connu des taux de croissance de plus de 14 %. En créant l'Organisation mondiale du commerce, (OMC), la communauté internationale poursuit la libéralisation des échanges à l'échelle mondiale.

Et pourtant, tous les pays n'ont pas encore les mêmes possibilités d'accès aux marchés. Cela est particulièrement vrai en ce qui concerne les pays en voie de développement. Selon le programme des Nations unies pour le développement (PNUD), ces pays perdent chaque années des recettes potentielles de l'ordre de 17 500 milliards de francs en raison de la discrimination dont ils sont victimes en matière d'accès au commerce, au travail et aux flux financiers. La levée des barrières à l'importation des produits textiles et agricoles généreraient, pour les pays en voie de développement, des recettes supplémentaires de l'ordre de 3 500 milliards de francs au moins, soit le double du montant annuel de l'aide officielle au développement.

(*) Cinquième session de la 49^{ème} législature

Belgische Kamer van volksvertegenwoordigers

GEWONE ZITTING 1998 - 1999 (*)

10 NOVEMBER 1998

WETSVOORSTEL

tot instelling van een keurmerk ter bevordering van een eerlijke wereldhandel

(Ingediend door mevrouw Lisette Croes c.s.)

TOELICHTING

DAMES EN HEREN,

Door de mondialisering neemt het belang van de wereldhandel steeds toe. De wereldhandel kende in de periode 1994-1995 groeicijfers van meer dan 14%. Met de oprichting van de Wereldhandelsorganisatie (WHO) in 1995 werkt de internationale gemeenschap verder aan de liberalisering van die wereldhandel.

Toch is een gelijke toegang tot de markten voor alle landen nog steeds niet gewaarborgd. Dat geldt in het bijzonder voor de ontwikkelingslanden. Het Ontwikkelingsprogramma van de VN (UNDP) berekende dat de ontwikkelingslanden jaarlijks 17.500 miljard frank aan mogelijke inkomsten verliezen door ongelijke toegang tot handel, arbeid en financiën. Als de belemmeringen van de invoer van textiel en landbouwproducten worden opgeheven, zou dat de ontwikkelingslanden ten minste 3.500 miljard frank aan bijkomende exportontvangsten opleveren. Dat is tweemaal zoveel als de jaarlijkse officiële ontwikkelingshulp.

(*) Vijfde zitting van de 49^{ste} zittingsperiode

L'autre problème qui se pose est celui de l'inégalité des relations de travail. Dans les pays du Nord, une pression de plus en plus forte s'exerce sur les acquis assurant la protection sociale des travailleurs. La législation sociale, les lois relatives à la sécurité et à l'hygiène, les salaires minimums, les droits syndicaux, etc., risquent de se déliter sous la pression de la concurrence qui règne au sein de l'économie mondiale. Dans les pays du Sud, on assiste à la création de nouveaux emplois exercés dans des conditions qui bafouent la dignité humaine: travail des enfants, conditions de travail insalubres, longues journées de travail, bas salaires, organisations syndicales interdites, etc.

Tous les pays ont droit au développement. L'objectif ne peut toutefois pas être de troquer des emplois assortis d'une protection sociale contre des emplois imposant des conditions de travail dignes du XIXe siècle. Que ce soit dans les pays du Nord ou dans ceux du Sud, les travailleurs ont droit à des conditions de travail conformes à la dignité humaine.

Aussi bien le monde politique que la société civile et les consommateurs peuvent apporter leur contribution à l'instauration d'un commerce mondial équitable et à l'amélioration des conditions de travail. La présente proposition poursuit un double objectif. D'une part, elle entend contribuer à l'avènement d'un commerce mondial équitable en incitant les distributeurs, les producteurs et les consommateurs à vendre et à acheter les produits à un prix correct. D'autre part, elle vise à promouvoir, à l'échelle mondiale, des conditions de travail légales et dignes. A cet effet, il faut assurer l'accompagnement des producteurs afin qu'ils produisent dans des conditions acceptables d'un point de vue social (ce qui implique que le mode de production tienne compte des conditions de vie et de travail des travailleurs locaux).

En vue de contribuer de manière concrète à la réalisation de ces objectifs, nous proposons d'attribuer un label aux producteurs qui commercialisent sur le marché belge des produits fabriqués dans des conditions légales et acceptables d'un point de vue social - du moins au niveau des cinq normes de base de l'Organisation internationale du travail (OIT). Ils souscriront pour ce faire à un code de conduite. Le label offrira au consommateur un supplément d'information sur les conditions dans lesquelles le produit a été fabriqué. Les organisations non gouvernementales ne disposent pas de suffisamment de moyens pour informer davantage les consommateurs à ce sujet et les distributeurs traditionnels ne s'y emploient encore que trop peu. Ce label ne vise cependant pas à faire obstacle à des initiatives existantes, qui promeuvent des produits du tiers monde, mais à sensibiliser le public à tous les produits concernés.

Anderzijds is er het probleem van de ongelijke arbeidsverhoudingen. In het Noorden komt sociaal beschermd arbeid steeds meer onder druk te staan. Sociale wetgeving, veiligheids-en gezondheidswetgeving, minimumlonen, vakbondsrechten enzovoort dreigen te sneuvelen onder de concurrentiedruk van de wereldconomie. In het Zuiden zien we nieuwe jobs ontstaan in menswaardige omstandigheden: kinderarbeid, ongezonde werkomstandigheden, lange uren, lage lonen, verbod op vakbonden enzovoort.

Alle landen hebben recht op ontwikkeling. Het kan echter niet de bedoeling zijn dat sociaal beschermd arbeid ingeruimd worden tegen jobs in 19de-eeuwse arbeidsomstandigheden. De arbeiders hier en in het Zuiden hebben recht op menswaardige omstandigheden.

Zowel de politiek, als de civiele maatschappij en de consumenten kunnen een steentje bijdragen tot een eerlijke wereldhandel en betere arbeidsverhoudingen. Het doel van dit wetsvoorstel is tweevoudig. Enerzijds wil het bijdragen tot een eerlijke wereldhandel. Distributeurs, producenten en consumenten moeten aangemoedigd worden producten tegen een eerlijke prijs te verhandelen en te kopen. Anderzijds wil het voorstel wereldwijd legale en menswaardige arbeidsomstandigheden bevorderen. Hier toe moeten de producenten begeleid worden om hun producten op een sociaal verantwoorde manier voort te brengen (d.w.z. de productiewijze moet rekening houden met de werk- en leefomstandigheden van de lokale werknemers).

Om die doelstellingen concreet te helpen te verwesenlijken, stellen wij voor een keurmerk te geven aan producenten die producten op de Belgische markt brengen die onder legale en sociaal verantwoorde omstandigheden - ten minste op het niveau van de vijf basisnormen van de Internationale arbeidsorganisatie (IAO) - vervaardigd worden. Hiertoe ondertekenen zij een gedragscode. Het keurmerk biedt de consument meer informatie over de omstandigheden waarin het product tot stand kwam. Niet-gouvernementele organisaties hebben niet genoeg middelen om consumenten daarover nog meer te informeren en de traditionele distributeurs doen daar nog te weinig aan. Nochtans wil dit keurmerk bestaande initiatieven om derdewereldproducten te promoten niet doorcruisen, maar de sensibilisering juist uitbreiden tot alle producten.

La présente proposition prévoit la création d'un institut ayant notamment pour mission d'attribuer un label, de le gérer, d'assister les producteurs et de promouvoir la vente de produits portant ce label. Les organisations non gouvernementales, comme les magasins du monde Oxfam et SOS-wereldhandel, possèdent déjà une expérience en ce qui concerne la promotion de ces produits. C'est pourquoi elles seront représentées au sein de l'Institut, qui regroupera des initiatives existantes émanant des pouvoirs publics, du mouvement syndical et des organisations non gouvernementales.

COMMENTAIRE DES ARTICLES

Art. 2

Etant donné que la proposition de loi vise à mettre en place un commerce équitable et à contribuer à l'instauration, dans le monde entier, de conditions de travail légales et acceptables du point de vue de la dignité humaine, l'Institut dépendra des deux départements gouvernementaux compétents dans ces matières, à savoir les Affaires économiques et la Coopération au Développement.

Art. 3

Etant donné l'ampleur des objectifs de l'Institut, il est important qu'il coopère avec des organisations possédant déjà une expérience dans le domaine du commerce équitable, de la promotion des produits provenant de pays en voie de développement et d'information du consommateur. L'Institut devra disposer de suffisamment de collaborateurs compétents pour chacune de ces tâches.

L'objectif est le déploiement d'une telle initiative au niveau européen. L'Institut devra par conséquent également nouer des contacts avec des instances comparables existantes, en vue de créer un réseau d'instituts nationaux du commerce équitable.

Art. 4

Afin d'optimiser le fonctionnement de l'Institut, il convient que soient représentées en son sein les organisations qui possèdent déjà une longue expérience en matière de labels et d'accompagnement des producteurs, qui entretiennent de bons contacts avec les consommateurs belges et qui sont familiarisées avec les distributeurs et le marketing. Compte tenu de la multiplicité des missions de l'Institut, l'organigramme de celui-ci doit comporter au moins les composantes suivantes, qui doivent pouvoir travailler indépendamment les unes des autres - sans confusion d'intérêts:

Dit voorstel voorziet in de oprichting van een instituut dat onder meer als opdracht heeft een keurmerk toe te kennen, te beheren, producenten te begeleiden en de verkoop van producten met dit keurmerk te promoten. Niet-gouvernementele organisaties, zoals Oxfam-wereldwinkels en SOS-wereldhandel, hebben al ervaring met het aanprijzen van dergelijke producten. Daarom zullen ze vertegenwoordigd zijn in het instituut dat bestaande initiatieven van de overheid, vakbewegingen en niet-gouvernementele organisaties bundelt.

COMMENTAAR BIJ DE ARTIKELEN

Art. 2

Aangezien het wetsvoorstel zowel tot een eerlijke handel als tot wereldwijd legale en menswaardige arbeidsomstandigheden wil bijdragen, wordt het instituut afhankelijk van de twee bevoegde regeringsleden, met name Economische Zaken en Ontwikkelingssamenwerking.

Art. 3

Gelet op de uitgebreide doelstellingen van het instituut is het van belang dat het samenwerkt met organisaties die reeds ervaring hebben in het streven naar eerlijke handel, het aanprijzen van producten uit ontwikkelingslanden en het informeren van de consument. Voor elke taak van het instituut moet er voldoende kennis aanwezig zijn.

Het uiteindelijke streefdoel is de organisatie van een dergelijk initiatief op Europees niveau. Het instituut moet dan ook contacten leggen met bestaande gelijkaardige instanties om een netwerk van nationale instituten voor eerlijke handel tot stand te brengen.

Art. 4

Om de werking van het instituut te optimaliseren dienen organisaties die reeds een ruime ervaring hebben met keurmerken en de begeleiding van producenten, die goede communicatiekanalen onderhouden met de Belgische consument en die kunnen omgaan met distributeurs en marketing, vertegenwoordigd te zijn. Gelet op de uitgebreide taken moet de organisatiestructuur van het instituut voorzien in minstens de volgende geledingen, die onafhankelijk van elkaar - zonder belangenvermenging - kunnen werken:

1° la gestion du label et la promotion des produits portant ce label;

2° l'accompagnement des producteurs;

3° la rédaction d'un code de bonne conduite;

4° la réalisation d'études préparatoires et le secrétariat de la commission.

Art. 6

L'Institut doit disposer d'une indépendance suffisante dans l'accomplissement de ses missions.

Art. 8

L'Institut doit financer son fonctionnement autant que possible par ses activités. Il est souvent impossible de travailler sur des bases commerciales avec les producteurs des pays en voie de développement. Les pouvoirs publics assurent le financement de l'Institut tant que celui-ci ne peut tirer ses ressources du produit de l'utilisation du label par des tiers et de la promotion qu'il assure.

Art. 9

Le conseil général se prononce sur le graphisme, le format et l'emplacement du label ainsi que sur les règles spécifiques relatives au droit de l'utiliser.

Le label est la propriété de l'Institut et il ne peut être accordé qu'aux producteurs qui fabriquent leurs produits de manière socialement responsable. Les producteurs s'engagent à signer un code de bonne conduite et à permettre à l'Institut ou à un organisme agissant en son nom d'en contrôler le respect. Le label fournit aux consommateurs des informations sur les conditions de travail dans lesquelles le produit a été fabriqué.

Le label n'est pas destiné à remplacer les labels existants, ces derniers s'adressant souvent à un segment de marché spécifique. Le label visé par la présente proposition de loi doit représenter un plus, dans la mesure où il s'adresse à l'ensemble du marché. Il se fonde sur une volonté de discrimination positive des producteurs et non sur le protectionnisme ou la volonté d'imposer des normes occidentales.

1° beheer van het keurmerk en promotie van de producten met dat keurmerk;

2° begeleiding van producenten;

3° opstelling van een gedragscode;

4° voorbereidend studiewerk en secretariaat voor de commissie.

Art. 6

Het instituut heeft recht op voldoende onafhankelijkheid bij de uitvoering van zijn taken.

Art. 8

Het instituut moet zijn werking zoveel mogelijk financieren door activiteiten. Ten aanzien van de producenten uit de ontwikkelingslanden is het veelal onmogelijk om op commerciële basis te werken. De overheid finanziert het instituut zolang het zijn middelen niet kan putten uit de opbrengsten van het gebruik van het keurmerk door derden en zijn dienstverlening inzake promotie.

Art. 9

De algemene raad spreekt zich uit over de beeltenis, het formaat, de plaatsing en de specifieke regels betreffende het gebruiksrecht van het keurmerk.

Het keurmerk is eigendom van het instituut en kan worden toegekend aan producenten die hun producten op een sociaal verantwoorde wijze tot stand brengen. De producenten verbinden zich ertoe om een gedragscode te ondertekenen en de naleving hiervan te laten controleren door of namens het instituut. Dankzij het keurmerk krijgt de consument informatie over de arbeidsomstandigheden waarin het product tot stand kwam.

Het is niet de bedoeling van het keurmerk om bestaande initiatieven te vervangen. Bestaande keurmerken richten zich vaak tot een specifiek segment van de markt. Het in dit wetsvoorstel uitgewerkte keurmerk wil een meerwaarde bieden door het open te stellen voor de hele markt. Het keurmerk vertrekt vanuit een positieve discriminatie van producenten en niet vanuit protectionisme of het opleggen van Westerse normen.

Art. 10

L’Institut aura pour mission d’établir un code de conduite en s’inspirant des cinq normes de base de l’OIT, à savoir: l’interdiction du travail forcé (conventions n°s 29 et 105), la liberté syndicale (convention n° 87), le droit à l’organisation et à la concertation collective (convention n° 98), l’interdiction de toute discrimination en matière d’emploi et de rémunération (conventions n°s 100 et 111) et l’âge minimum en ce qui concerne le travail des enfants (convention n° 138). En ce qui concerne le travail des enfants, il convient également de se reporter à l’article 32 de la Convention relative aux droits de l’enfant, qui a été ratifiée par de nombreux pays à travers le monde.

L’Institut pourra également s’inspirer de diverses initiatives en matière de codes de conduite, prises aux niveaux mondial et européen. Il convient à cet égard de se reporter à une initiative récente de la Commission européenne visant à prévoir des conditions sociales et écologiques minimales dans le régime général de la préférence.

Le prix que l’on peut obtenir pour un produit sur le marché belge constitue une rémunération raisonnable du travail fourni par son fabricant et par les travailleurs. Le degré et le mode d’organisation contribuent au bien-être des personnes et à l’amélioration des conditions de vie et de travail.

Art. 11

Des limites sont prévues en ce qui concerne la durée de validité ainsi que l’utilisation du label. La gestion du label par l’Institut implique notamment l’organisation de contrôles réguliers destinés à vérifier si les produits répondent encore aux normes. La continuité est toutefois également un élément important. L’interdiction d’utiliser le label ne sera dès lors pas imposée dès l’expiration de la période de validité. Le conseil général décidera à quel moment le label ne pourra plus être utilisé.

Art. 12 et 13

Il est pratiquement impossible d’exercer un contrôle absolu. Aussi est-il primordial que l’Institut utilise un réseau de contacts, par le biais d’organisations syndicales, non gouvernementales et autres qui sont actives au niveau local. La Coopération technique belge (CTB) est par excellence un organisme qui pourrait être chargé de contrôler le respect du code de conduite. Idéalement, l’on devrait octroyer à l’OIT les moyens et lui confier un mandat lui permettant d’exercer une fonction de contrôle au niveau mondial.

Art. 10

Het opstellen van een gedragscode is een opdracht van het instituut. Richtinggevend bij de gedragscode zijn de vijf basisnormen van de IAO. Het gaat om het verbod op dwangarbeid (conventies nr. 29 en nr. 105), de syndicale vrijheid (conventie nr. 87), het recht van organisatie en collectief overleg (conventie nr. 98), het verbod op discriminatie inzake tewerkstelling en verloning (conventies nr. 100 en nr. 111) en de minimumleeftijd voor kinderarbeid (conventie nr. 138). Inzake kinderarbeid is het ook zinvol te verwijzen naar artikel 32 van het wereldwijd geratificeerde Verdrag van de rechten van het kind.

Vervolgens kan het instituut zich laten inspireren door bestaande initiatieven inzake gedragscodes, wereldwijd en op Europees vlak. In dit verband is het zinvol te verwijzen naar een recent initiatief van de Europese Commissie om sociale en ecologische minimumvoorwaarden in te voeren in het Algemeen preferentiestelsel.

De prijs die voor het product kan gekregen worden op de Belgische markt is een redelijke beloning voor het geleverde werk van de voortbrenger en de werknemers. De mate en wijze van organisatie dragen bij tot het welzijn van de mensen en betere leef- en arbeidsomstandigheden.

Art. 11

De geldigheid van het keurmerk is beperkt, niet alleen in de tijd, maar ook wat het gebruik betreft. Het beheer van het keurmerk door het instituut houdt namelijk in dat er regelmatig controles worden uitgevoerd om na te gaan of de producenten nog aan de normen voldoen. Continuïteit is echter belangrijk. Daarom zal niet meteen na het aflopen van de geldigheidsperiode een verbod worden opgelegd om het te gebruiken. De algemene raad beslist wanneer het keurmerk niet meer mag worden gebruikt.

Art. 12 en 13

Waterdichte controle is een bijna onmogelijke opdracht. Daarom is het van belang dat het instituut gebruik maakt van een netwerk aan contacten, via vakbewegingen, niet-gouvernementele en andere organisaties die ter plaatse actief zijn. De Belgische Technische Coöperatie (BTC) is bij uitstek een instelling die belast kan worden met de controle van de naleving van de gedragscode. Idealiter zou de IAO de middelen en het mandaat moeten krijgen om wereldwijd een controlevunctie te vervullen.

Art. 14

Le but poursuivi par l'instauration d'un label ne peut être atteint que si un nombre suffisant de producteurs considèrent le label comme un moyen de susciter un intérêt privilégié pour de tels produits auprès du consommateur. Il importe dès lors que les producteurs, les distributeurs et les agences de publicité soient suffisamment informés sur le label.

Art. 16 à 19

Le label offre au consommateur la garantie que le producteur respecte certaines normes bien déterminées. Si ce label n'inspire plus confiance aux consommateurs, les producteurs n'accepteront plus d'investir dans les adaptations requises pour son obtention. C'est la raison pour laquelle il importe d'accorder à celui-ci une protection légale.

Ces articles contiennent également des dispositions visant à punir les personnes qui tentent d'abuser le consommateur critique. La force d'un label en tant que moyen d'information sur le «commerce mondial équitable» est réduite à néant si chaque producteur déclare fallacieusement que son produit contribue également à la promotion d'un commerce mondial équitable. Si l'on veut que ce système de label porte ses fruits, il est essentiel qu'il soit assorti d'un contrôle rigoureux.

Art. 14

Het keurmerk bereikt pas zijn doel als voldoende producenten het keurmerk als een manier beschouwen om bij de consument een voorkeur voor zulke producten op te wekken. Daarom is het belangrijk dat producenten, distributeurs en reclamebureaus voldoende op de hoogte zijn van het keurmerk.

Art. 16 tot 19

Het keurmerk biedt de consument de garantie dat de producent welbepaalde normen naleeft. Indien consumenten hun vertrouwen in het keurmerk verliezen, zullen producenten niet langer bereid zijn om te investeren in de aanpassingen die het verkrijgen van het keurmerk vereist. Daarom is een wettelijke bescherming van het keurmerk belangrijk.

Deze artikelen bevatten ook maatregelen tegen degenen die misbruik willen maken van de kritische consument. De kracht van een keurmerk als informatieverschaffer over "eerlijke wereldhandel" gaat verloren als iedere producent ongegrond verklaart dat zijn product ook bijdraagt tot een eerlijke wereldhandel. Een nauwgezette controle van het keurmerk is essentieel voor het welslagen ervan.

L. CROES
J.M. DELIZEE
R. DEMOTTE
D. VAN DER MAELEN

PROPOSITION DE LOI

Article 1^{er}

La présente loi règle une matière visée à l'article 78 de la Constitution.

Art. 2

Il est créé, sous la dénomination d'»Institut du commerce équitable», nommé ci-après «l'Institut», un organisme public doté de la personnalité juridique.

L'Institut dépend du ministre des Affaires économiques et du ministre ou du secrétaire d'État ayant la Coopération au Développement dans ses attributions.

Art. 3

L'Institut a pour mission:

1° d'établir un code de conduite et d'élaborer un label pour les producteurs qui satisfont à ce code de conduite;

2° de promouvoir ce label et les producteurs qui en bénéficient sur les marchés belge et européen;

3° d'encadrer les producteurs susceptibles, moyennant certaines adaptations du processus de production, de bénéficier du label;

4° d'encourager le respect du code de conduite;

5° d'informer l'opinion publique et, en particulier, les consommateurs sur le rôle et la nature du label et du code de conduite ainsi que sur le rôle que joue le comportement des consommateurs en matière d'achat dans la politique de développement;

6° d'encourager l'harmonisation avec des initiatives comparables prises dans d'autres pays et au niveau européen;

Art. 4

§ 1er. L'Institut est administré par un conseil général.

§ 2. Le conseil général est composé de vingt-quatre membres:

WETSVOORSTEL

Artikel 1

Deze wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 78 van de Grondwet.

Art. 2

Onder de benaming "Instituut eerlijke handel", hierna het Instituut genoemd, wordt een openbare instelling met rechtspersoonlijkheid opgericht.

Het Instituut hangt af van de minister van Economische Zaken en de minister of staatssecretaris bevoegd voor de Ontwikkelingssamenwerking.

Art. 3

Het Instituut heeft als opdracht:

1° een gedragscode op te stellen en een keurmerk vast te stellen voor producenten die aan deze gedragscode voldoen;

2° het keurmerk en producenten met dat keurmerk te promoten op de Belgische en Europese markt;

3° producenten te begeleiden die mits aanpassingen in het productieproces in aanmerking kunnen komen voor een keurmerk;

4° de naleving van de gedragscode te bevorderen;

5° de publieke opinie en in het bijzonder de consument voor te lichten over de rol en de aard van het keurmerk en de gedragscode en over de rol van het aankoopgedrag van de consument in het ontwikkelingsbeleid;

6° de afstemming op vergelijkbare initiatieven in andere landen en op Europees niveau te bevorderen.

Art. 4

§ 1. Het Instituut wordt beheerd door een algemene raad.

§ 2. De algemene raad bestaat uit vierentwintig leden:

1° six membres des organisations non gouvernementales reconnues d'aide au développement;

2° quatre membres présentés par les universités belges;

3° quatre membres des organisations reconnues représentatives des travailleurs;

4° six membres des organisations reconnues des classes moyennes, des producteurs et des distributeurs;

5° deux membres du Conseil fédéral du développement durable;

6° un membre du département de la Coopération au Développement et un membre du département des Affaires économiques.

Les membres sont nommés par le Roi. Leur mandat, renouvelable une fois, est de quatre ans.

§ 3. Le conseil général choisit en son sein un président pour une période de deux ans. Le président est choisi alternativement parmi les membres francophones et les membres néerlandophones.

Art. 5

Le conseil général publie chaque année un rapport circonstancié sur les activités de l'Institut. Ce rapport est communiqué aux chambres législatives.

Art. 6

Le conseil général fixe le cadre du personnel de l'Institut de manière autonome et compte tenu des moyens disponibles.

Art. 7

La gestion journalière est assurée par un comité d'administration, composé de huit membres désignés par le conseil général.

Art. 8

§ 1^{er}. L'Institut tire ses ressources:

1° d'une cotisation à charge des utilisateurs du label, dont le montant est fixé par le Roi;

2° d'une cotisation à charge des bénéficiaires de son accompagnement, dont le montant est fixé par le Roi;

1° zes leden van de erkende niet-gouvernementele organisaties voor ontwikkelingssamenwerking;

2° vier leden voorgedragen door de Belgische universiteiten;

3° vier leden van de erkende werknemersorganisaties;

4° zes leden van de erkende middenstandsorganisaties, producenten en distributeurs;

5° twee leden van de Federale raad voor duurzame ontwikkeling;

6° een lid van het departement Ontwikkelingssamenwerking en een lid van het departement Economische Zaken.

De leden worden door de Koning benoemd. Hun mandaat duurt vier jaar en kan eenmaal verlengd worden.

§ 3. De algemene raad kiest uit zijn midden een voorzitter voor een periode van twee jaar. De voorzitter wordt afwisselend onder de Nederlandstalige en onder de Franstalige leden verkozen.

Art. 5

De algemene raad publiceert jaarlijks een omstandig verslag over de activiteiten van het Instituut. Het verslag wordt meegedeeld aan de Wetgevende Kamer.

Art. 6

De algemene raad beslist, rekening houdend met de beschikbare middelen, zelfstandig over de personeelsformatie van het Instituut.

Art. 7

Het dagelijks bestuur wordt waargenomen door een bestuurscomité, bestaande uit acht leden, aangewezen door de algemene raad.

Art. 8

§ 1. Het Instituut betrekt zijn inkomsten uit:

1° een door de Koning vastgestelde bijdrage ten laste van de houders van het keurmerk;

2° een door de Koning vastgestelde bijdrage ten laste van hen die begeleiding krijgen van het Instituut;

3° de la vente et de la fourniture de documentation concernant le commerce mondial équitable, les producteurs et d'autres activités de promotion.

Le Roi détermine le mode de perception des cotisations visées aux 1° et 2°.

§ 2. Si les ressources visées au § 1^{er} ne suffisent pas à assurer son fonctionnement, l'Institut perçoit une subvention des pouvoirs publics à charge du budget des départements des Affaires économiques et de la Coopération au Développement.

Art. 9

Le conseil général de l'Institut détermine la forme ainsi que les conditions d'attribution du label. Les utilisateurs du label sont tenus de respecter le code de conduite prévu à l'article 10.

Art. 10

Le conseil général de l'Institut rédige un code de conduite.

Le code de conduite énonce au moins les principes suivants:

1° le respect par le producteur des conventions de base de l'Organisation internationale du travail relatives à l'interdiction du travail forcé, au droit à la liberté syndicale, au droit d'organisation et de concertation collective, à l'interdiction de toute discrimination en matière de travail et de rémunération et à l'âge minimum fixé pour le travail des enfants;

2° la contribution du producteur à une amélioration du bien-être des travailleurs qu'il occupe directement ou indirectement;

3° l'imposition au producteur d'une obligation d'information et de déclaration devant permettre à l'Institut d'effectuer un premier contrôle du respect du code de conduite;

4° l'acceptation d'un contrôle indépendant du respect des conventions.

Art. 11

§ 1er. La demande de label est adressée par écrit à l'Institut. Le conseil général détermine les informations devant être jointes à la demande.

3° de verkoop en de terbeschikkingstelling van documentatie inzake eerlijke wereldhandel en producenten en andere promotie-activiteiten.

De Koning bepaalt de wijze waarop de in 1° en 2° bedoelde bijdragen worden geïnd.

§ 2. Voor zover de in § 1 bedoelde inkomsten niet volstaan voor zijn werking, ontvangt het Instituut een bijdrage van de overheid die wordt uitgetrokken op de begroting van de departementen Economische Zaken en Ontwikkelingssamenwerking.

Art. 9

De algemene raad van het Instituut bepaalt de vorm van het keurmerk en bepaalt de voorwaarden voor het verlenen van het keurmerk. De houders van het keurmerk dienen de in artikel 10 bedoelde gedragscode na te leven.

Art. 10

De algemene raad van het Instituut stelt een gedragscode op.

De gedragscode geeft minstens uitdrukking aan de volgende principes:

1° de eerbiediging door de producent van de basisconventies van de Internationale arbeidsorganisatie betreffende het verbod op dwangarbeid, het recht op syndicale vrijheid, het recht van organisatie en collectief overleg, het verbod op discriminatie inzake tewerkstelling en verloning en de minimumleeftijd voor kinderarbeid;

2° de bijdrage van de producent tot een hoger welzijn van de werknemers die rechtstreeks of onrechtstreeks door hem tewerkgesteld worden;

3° een informatie- en meldingsplicht van de producent die een eerste controle op de naleving van de gedragscode door het Instituut moet mogelijk maken;

4° de aanvaarding van onafhankelijke controle op de naleving van de conventies.

Art. 11

§ 1. De aanvraag van het keurmerk wordt schriftelijk ingediend bij het Instituut. De algemene raad bepaalt de inlichtingen die bij de aanvraag moeten worden gevoegd.

Le conseil général peut demander un complément d'informations.

§ 2. Le label est attribué pour un terme renouvelable de cinq ans.

§ 3. S'il s'avère que le label est utilisé de façon abusive ou que son détenteur ne respecte pas le code de conduite, le conseil général peut retirer l'autorisation d'utiliser le label. A partir du trentième jour suivant la notification de la décision, le détenteur du label ne peut plus l'utiliser ni en faire directement ou indirectement la promotion.

Art. 12

L'Institut peut faire appel à d'autres organismes ou organisations afin de contrôler le respect du code de conduite. Pour effectuer ce contrôle, les sources suivantes peuvent être utilisées:

1° les informations émanant du producteur même, en vertu de l'obligation générale d'information et de déclaration;

2° les informations obtenues sur la base d'échantillonnages visant à contrôler l'origine des produits ainsi que les données fournies par le détenteur du label;

3° les informations en provenance de tiers.

Le détenteur du label fournit à l'instance de contrôle des informations relatives au respect des conditions, à l'origine des produits et aux conditions sociales dans lesquelles ils sont fabriqués.

Art. 13

Les travailleurs, les organisations représentatives des travailleurs et les tiers intéressés peuvent, à tout moment, déposer une plainte auprès de l'Institut pour infraction aux conditions.

Le conseil général peut, d'office ou sur plainte, décider de procéder à une enquête. Sur la base de cette enquête, l'Institut peut demander au détenteur du label de prendre des mesures en vue de remédier à la situation.

Si le producteur ne prend pas les mesures proposées par l'Institut, celui-ci a le droit de dénoncer publiquement le non-respect des conditions et d'interdire l'utilisation du label.

De algemene raad kan bijkomende inlichtingen vragen.

§ 2. Het keurmerk wordt voor een verlengbare termijn van 5 jaar toegekend.

§ 3. Indien wordt vastgesteld dat het keurmerk onregelmatig gebruikt wordt of dat de houder de gedragscode niet naleeft, kan de algemene raad de toelating om het keurmerk te gebruiken intrekken. Vanaf de dertigste dag na de bekendmaking van de beslissing mag de houder van het keurmerk er geen gebruik meer van maken, noch er rechtstreeks of onrechtstreeks reclame voor maken.

Art. 12

Het Instituut kan een beroep doen op andere instellingen of organisaties om de naleving van de gedragscode te controleren. Bij de controle kan gebruik gemaakt worden van de volgende bronnen:

1° informatie van de producent zelf op basis van de algemene informatie- en meldingsplicht;

2° informatie verkregen op basis van steekproeven naar de herkomst van de producten, mede ter controle van de gegevens afkomstig van de keurmerkhouder;

3° informatie afkomstig van derden.

De keurmerkhouder voorziet de controlerende instantie van informatie over de naleving van de voorwaarden, de herkomst van de producten en de sociale omstandigheden waarin ze vervaardigd werden.

Art. 13

Werknemers, werknemersorganisaties en belanghebbende derden kunnen te allen tijde klacht neerleggen bij het Instituut betreffende de overtreding van de voorwaarden.

De algemene raad kan ambtshalve of ingevolge een klacht tot een nader onderzoek beslissen. Op basis van dit onderzoek kan het Instituut de houder van het keurmerk vragen maatregelen te nemen teneinde de situatie te herstellen.

Indien de producent zich niet houdt aan de door het Instituut voorgestelde maatregelen, heeft het Instituut het recht de niet naleving openbaar te maken en het gebruik van het keurmerk te verbieden.

Art. 14

L’Institut a pour mission de promouvoir les produits labellisés. Il incite les producteurs à accroître autant que possible leur part de marché.

Art. 15

L’Institut se charge, moyennant l’accord du conseil général, de l’accompagnement des producteurs dans le cadre de l’adaptation de leur processus de production et organise des activités de formation à l’intention de groupes de producteurs qui respectent les conditions prescrites.

L’accompagnement des producteurs consiste à formuler des avis en vue de l’adaptation de tous les stades de production du produit jusqu’à ce que ce dernier puisse obtenir le label.

Art. 16

L’article 23 de la loi du 14 juillet 1991 sur les pratiques du commerce et sur l’information et la protection du consommateur est complété comme suit:

«14° qui donne au consommateur l’impression que l’achat des produits contribue à promouvoir un commerce équitable alors que lesdits produits ne portent pas le label prévu par la loi du ... instaurant un label en vue de promouvoir un commerce mondial équitable. Le Roi peut accorder des dérogations à la présente disposition après avis du conseil général de l’Institut créé par la même loi».

Art. 17

L’article 97, alinéa 1er, de la même loi, modifié par les lois des 1er juin 1993 et 14 juillet 1994, est complété comme suit:

«15. le non-respect des dispositions légales et réglementaires relatives au label visé dans la loi du ... instaurant un label en vue de promouvoir un commerce mondial équitable».

Art. 18

L’article 98, § 2, de la même loi, modifié par la loi du 14 juillet 1994, est complété par l’alinéa suivant:

«L’action fondée sur l’article 97, alinéa 1er, 15., est formée à la demande du ministre des Affaires économiques ou du membre du gouvernement qui a la Coopération au Développement dans ses attributions

Art. 14

Het Instituut staat in voor de promotie van producenten die gebruik maken van het keurmerk. Het zet de producenten aan om het marktaandeel van hun producten zoveel mogelijk te vergroten.

Art. 15

Het Instituut begeleidt, mits goedkeuring door de algemene raad, producenten bij de aanpassing van hun productieproces en organiseert vormingsactiviteiten voor groepen producenten die beantwoorden aan de vooropgestelde voorwaarden.

De begeleiding van producenten bestaat uit adviezen om het productieproces in al zijn stadia aan te passen, tot het resulterende product in aanmerking kan komen voor het keurmerk.

Art. 16

Artikel 23 van de wet van 14 juli 1991 betreffende de handelspraktijken en de voorlichting en bescherming van de consument wordt aangevuld als volgt:

“14° die bij de consument de indruk wekt dat de aankoop van de producten bijdraagt tot een eerlijke handel, zonder dat de producten het keurmerk dragen bedoeld in de wet van ... tot instelling van een keurmerk ter bevordering van een eerlijke wereldhandel. De Koning kan hierop uitzonderingen toestaan na advies van de algemene raad van het bij dezelfde wet opgerichte Instituut.”.

Art. 17

Artikel 97, eerste lid, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wetten van 1 juni 1993 en 14 juli 1994, wordt aangevuld als volgt:

“15. het niet-naleven van de wettelijke en reglementaire bepalingen inzake het keurmerk bedoeld in de wet van ... tot instelling van een keurmerk ter bevordering van een eerlijke wereldhandel.”.

Art. 18

Artikel 98, § 2, van dezelfde wet, gewijzigd bij de wet van 14 juli 1994, wordt aangevuld met het volgende lid:

«De vordering op grond van artikel 97, eerste lid, 15., wordt ingesteld op verzoek van de minister van Economische Zaken, van het regeringslid bevoegd voor de Ontwikkelingssamenwerking of van een er-

ou d'une organisation reconnue d'aide au développement. Le conseil général de l'Institut créé par la loi du ... instaurant un label en vue de promouvoir un commerce mondial équitable, peut proposer au ministre des Affaires économiques ou au membre du gouvernement qui a la Coopération au Développement dans ses attributions, de former une telle action.»

Art. 19

Est puni d'une amende de 500 à 10 000 francs celui qui:

- 1° utilise le label sans autorisation du conseil général;
- 2° utilise le label à des fins de publicité mensongère ou trompeuse;
- 3° utilise un label ou un logo susceptible de créer une confusion avec le label;
- 4° commet une infraction aux arrêtés pris en exécution de la présente loi.

Les dispositions du livre Ier du Code pénal, en ce compris le chapitre VII et l'article 85, s'appliquent aux infractions visées par la présente loi.

Art. 20

Dans l'article 1er de la loi du 16 mars 1954 relative au contrôle de certains organismes d'intérêt public, la catégorie B est complétée, en suivant l'ordre alphabétique, par les mots «Institut du commerce équitable».

Art. 21

La présente loi entre en vigueur le 1er janvier de l'année qui suit celle de sa publication au *Moniteur belge*.

26 octobre 1998

kende ontwikkelingsorganisatie. De algemene raad van het Instituut opgericht bij de wet van ... tot instelling van een keurmerk ter bevordering van een eerlijke wereldhandel kan aan de minister van Economische Zaken of het regeringslid bevoegd voor de Ontwikkelingssamenwerking voorstellen een dergelijke vordering aanhangig te maken.».

Art. 19

Met geldboete van 500 frank tot 10.000 frank wordt gestraft hij die:

- 1° gebruik maakt van het keurmerk zonder machting van de algemene raad;
- 2° gebruik maakt van het keurmerk met het oog op leugenachtige of bedrieglijke reclame;
- 3° gebruik maakt van een keurmerk of logo waardoor verwarring mogelijk is met het keurmerk;
- 4° een inbreuk pleegt op de ter uitvoering van deze wet genomen besluiten.

De bepalingen van het boek I van het Strafwetboek, met inbegrip van hoofdstuk VII en artikel 85, zijn van toepassing op de inbreuken bedoeld in deze wet.

Art. 20

In artikel 1 van de wet van 16 maart 1954 betreffende de controle op sommige instellingen van openbaar nut, wordt de categorie B aangevuld, naar alfabetische volgorde, met de woorden "Instituut Eerlijke Handel".

Art. 21

Deze wet treedt in werking op 1 januari van het jaar dat volgt op het jaar waarin ze in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

26 oktober 1998

L. CROES
J.M. DELIZEE
R. DEMOTTE
D. VAN DER MAELEN